Sénat de Belgique.

SESSION DE 1841—1842.

Premier Feuilleton des Pétitions.

N^o 1. Le Sieur Adrien Van Baerlem, domicilié à Etterbeek-lez-Bruxelles, demande le paiement des indemnités allouées à cette commune, pour les prestations fournies par elle aux troupes Anglaises et Hano-vriennes, en 1814 et 1815.

Conclusions du Rapport :
Dépôt au Greffe.

N^o 2. Le Sieur André Lefebvre, domicilié à Gand, demande que le Sénat lui fasse obtenir une indemnité du Gouvernement, pour les dépenses qu'il a faites dans l'intérêt de l'art vétérinaire.

Conclusions du Rapport :
Dépôt au Greffe.

N^o 3. Un grand nombre d'habitans de Nevele, Petegem-lez-Deynse, et des communes environnantes, demandent des mesures protectrices de l'industrie linière.

Conclusions du Rapport :
Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

N^o 4. Le Conseil communal de Tamise, province de la Flandre orientale, demande l'établissement d'un service de navigation à vapeur entre Anvers et Tamise.

Conclusions du rapport :
Renvoi à M. le Ministre des Affaires étrangères et de la Marine.

N^o 5. Le Sieur Henry, propriétaire de forges, domicilié à Lassoye, province de Luxembourg, demande que l'on impose d'un droit de 3 à 4 francs par hectolitre la sortie du charbon, afin de protéger les bois.

Conclusions du Rapport :
Renvoi à M. le Ministre des Finances et dépôt au Greffe.

N^o 6. Un grand nombre de débitans de boissons distillées, domiciliés à Bruxelles, demandent la suppression de l'impôt de débit.

Conclusions du Rapport :
Renvoi à M. le Ministre des Finances et dépôt au Greffe.

N° 7. Le Sieur Keys, domicilié à Ottry, commune de Ghislain, province de Luxembourg, demande que le Sénat accorde un subside en faveur de l'instruction publique dans la localité qu'il habite.

Conclusions du rapport :
Ordre du jour.

N° 8. Un grand nombre d'hôteliers de Bruxelles demandent des modifications à la législation sur l'impôt personnel et sur celui des patentes.

Conclusions du rapport :
Renvoi à M. le Ministre des Finances et dépôt au Greffe.

N° 9. Le Conseil provincial du Limbourg demande un subside qui puisse suffire à l'entretien des rives de la Meuse.

Conclusions du Rapport :
Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics et dépôt au Greffe.

N° 10. La Députation du Conseil provincial du Limbourg demande que la législature alloue au Budget des Travaux publics une somme de 253,000 francs pour les réparations à exécuter aux rives de la Meuse.

Conclusions du rapport :

N° 11. Le Conseil provincial de Liège demande que le Sénat rejette la proposition de MM. Brabant et Du Bus, tendant à reconnaître l'Université Catholique de Louvain comme personne civile.

Conclusions du rapport :
Dépôt au Greffe.

N° 12. Le conseil provincial du Limbourg demande que la législature lui alloue un subside de 10,000 francs pour indemniser cette province d'une partie des frais que lui a occasionnés le casernement de la Gendarmerie.

Conclusions du Rapport :
Ordre du jour. — (Il a été fait droit à cette demande par une allocation portée au Budget du Département de l'Intérieur de l'exercice 1842).

N° 13. Les Bourgmestres et Échevins des communes de Deyns, Nevele, Tronchiennes, Landeghem, Meerendré, Vosselaere, Housele, Zeveren, Bacte-Maria-Leerne, Peteghem, Machelen, Olsene, Zulte, Gotthen, Grammene, Meyghem, province de la Flandre Orientale, se plaignent des inondations auxquelles sont exposées leurs localités et demandent l'exécution de travaux qui les en garantissent.

Conclusions du Rapport :
Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics et dépôt au Greffe.

N° 14. Les régisseurs et propriétaires de la Wateringue de Blanckenberghe, Province de la Flandre Orientale, se plaignent des inondations auxquelles ils sont exposés, et demandent qu'il soit pris des mesures pour les en préserver.

Conclusions du Rapport :
Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics et dépôt au Greffe.

- N° 15. Plusieurs fabricans de toiles à carreaux de Bruges, demandent comme mesures protectrices de leur industrie : 1° La réduction ou la suppression des droits d'entrée sur les fils d'Allemagne, etc.; 2° l'imposition des droits de sortie sur les lins du pays.
Conclusions du Rapport :
Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances.
-
- N° 16. Un grand nombre de blanchisseurs de toiles et de propriétaires de blanchisseries à Lokeren, Province de la Flandre Orientale, demandent que l'on impose des droits assez élevés à la sortie des lins bruts, et des droits à l'entrée des fils et des toiles.
Conclusions du Rapport :
Renvoi à MM. les Ministres de l'Intérieur et des Finances.
-
- N° 17. Le Sieur Jean Hemmer, propriétaire à Attert, province de Luxembourg, réclame le paiement d'une somme qu'il dit lui être due par l'Administration des Douanes.
Conclusions du Rapport :
Renvoi à M. le Ministre des Finances, avec demande d'explication.
-
- N° 18. Le Conseil provincial du Limbourg demande l'allocation d'une indemnité en faveur des habitans du Limbourg qui ont souffert de l'invasion hollandaise en 1831.
Conclusions du Rapport :
Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et dépôt au Greffe.
-
- N° 19. Le Conseil provincial du Limbourg demande que la législature alloue des fonds pour l'ouverture de la première section de l'Escaut à la Meuse, et la canalisation de la Campine.
Conclusions du rapport :
Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics et dépôt au Greffe.
-
- N° 20. Le conseil communal de Bouchout demande l'exécution du projet de canal de Zelzaete.
Conclusions du Rapport :
Renvoi à M. le Ministre des Travaux Publics et dépôt au Greffe.
-
- N° 21. Le Conseil provincial du Hainaut demande la révision de la législation sur les sucres et des dispositions en faveur des sucres indigènes.
Conclusions du Rapport :
Renvoi à M. le Ministre des Finances et dépôt au Greffe.
-
- N° 22. Le Conseil provincial du Hainaut exprime le vœu de voir régler par une loi ce qui est relatif à l'emploi des langues.
Conclusions du Rapport :
Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et dépôt au Greffe.
-
- N° 23. Le Sieur Clément, capitaine en non activité, se plaint d'avoir été arbitrairement placé dans la position de la non-activité et réclame l'intervention du Sénat pour qu'il lui soit rendu justice.
Conclusions du rapport :
-

N° 24. Plusieurs propriétaires ou exploitans d'usines de Châtelineau, Province de Hainaut, demandent une disposition additionnelle à la loi sur l'impôt des Barrières, qui déclarerait applicable aux transports des produits du moulin, comme à tous autres transports relatifs à l'exploitation, l'exemption de droits mentionnée dans le § 14 de l'article 7 de la loi du 18 mars 1833.

Conclusions du Rapport :

Renvoi à M. le Ministre des Finances et dépôt au Greffe.

N° 25. Le Sieur Mangan, ancien employé, domicilié à Bruxelles, demande que le Sénat lui fasse obtenir une pension.

Conclusions du rapport :

N° 26. Le Sieur De Aynssa, ex-directeur de l'hôpital militaire de Malines, demande que le Sénat lui fasse obtenir un nouvel emploi ou la demi-solde de non activité du grade auquel il est assimilé.

Conclusions du rapport :